

## **Document de sortie de la consultation des OSC sur le calendrier de développement pour 2015 et au-delà à Monrovia**

À l'occasion de la réunion du Groupe de haut niveau à Monrovia (Liberia) les 30 janvier et 1<sup>er</sup> février 2013, nous, membres de la société civile mondiale, régionale et nationale, sommes heureux de constater la volonté des membres du GHN et du gouvernement hôte d'impliquer et consulter les organisations de ladite société civile. Fortes de leur participation antérieure aux processus du GHN, ainsi qu'à un certain nombre de consultations régionales et nationales sur le cadre de développement d'après 2015, les OSC se sont retrouvées au Liberia pour débattre de leurs perspectives et approches sur le thème de la réunion du GHN : *Éléments constitutifs d'une prospérité durable – Transformation économique.*

### **1. Contexte**

Nous sommes extrêmement préoccupés par un environnement qui reste difficile pour toute prospérité durable, toute croissance économique inclusive et toute transformation sociale. Citons entre autres :

- des incertitudes et turbulences économiques persistantes, surtout pour les pauvres et les classes moyennes, sous l'effet d'une triple crise (finance, énergie, nourriture) qui se manifeste depuis 2008. Les facteurs qui sous-tendent cette crise dans un modèle de croissance économique mal réglementée et hyper financiarisée, n'ont pas encore fait l'objet de mesures efficaces et continuent de créer des ravages dans la vie des citoyens.
- Dans le modèle actuel, des inégalités persistent et ne font que s'accroître aux niveaux mondial et national, notamment dans certaines des économies qui connaissent la croissance la plus rapide. Ce que l'on sait de ces inégalités laisse à penser que loin d'être une vague qui soulève tous les navires, la croissance laisse les pauvres à la dérive, que ce soit en termes de revenus, de richesse ou de statut nutritionnel.
- Dès le début des programmes d'ajustement structurel en Afrique et en Amérique latine dans les années 1980, et tout au long des multiples crises financières qui ont mené au marasme actuel, le modèle néolibéral a imposé aux pays emprunteurs une discipline fiscale excessive, qui a entraîné des coupes budgétaires dans des domaines comme la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et les programmes de protection sociale. Il a aussi eu pour résultat une privatisation et des partenariats public-privé trop peu réglementés. Non seulement les pauvres en ont souffert, mais il n'y a guère eu de reddition des comptes.
- Le phénomène de plus en plus présent d'une croissance non créatrice d'emplois et le fait que même là où il y a création d'emplois, les travailleurs

doivent accepter des salaires/revenus plus faibles, une réelle insécurité, des conditions de travail insalubres, des abus et des violences signifient que les fruits de la croissance économique ne se traduisent pas vraiment par un bien-être plus grand pour les individus ou par des opportunités pour l'avenir.

- L'absence de développement durable tient, entre autres, aux risques et vulnérabilités persistants qui découlent des changements climatiques et au fait que l'essentiel de la croissance économique actuelle provient des industries extractives, épuise les ressources et détruit l'environnement, comme en Afrique par exemple. Le phénomène de la « malédiction des ressources » et le détournement des dividendes de cette croissance empêchent les gens ordinaires d'en tirer des bénéfices. Ils compromettent souvent l'accès aux ressources, ainsi que les modes de subsistance traditionnels des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.
- Des conflits nouveaux ou endémiques continuent d'étouffer tout potentiel économique, intensifient et enracinent la pauvreté et le malheur, font grimper le nombre de déplacés de l'intérieur et de réfugiés ainsi que le niveau de violence à l'égard des femmes, des enfants et des jeunes.

## **2. Approches transversales**

Nous demandons aux dirigeants politiques et aux pouvoirs publics de prendre des mesures urgentes pour freiner l'arrogance des marchés financiers et réglementer une croissance insoutenable, ce qui libérera un espace politique national plus grand et davantage de ressources pour le développement humain et empêchera des inégalités socialement perturbatrices de s'aggraver.

Il existe des modèles et approches économiques alternatifs, qui conjuguent croissance, développement humain et droits de l'homme de manière écologiquement durable. Ces modèles sont plus participatifs, peuvent tirer parti de nouveaux mécanismes de financement et faire fond sur l'énergie, le dynamisme et la créativité de ceux qui sont traditionnellement marginalisés et opprimés. Mais pour cela, il faut que les dirigeants et décideurs mondiaux et nationaux aient la volonté politique d'adopter de telles approches et de les placer au cœur du calendrier de développement pour 2015 et au-delà.

En tant qu'organisations de la société civile oeuvrant avec les communautés et populations à de multiples niveaux, nous pouvons témoigner du fait que les modèles de croissance économique qui ne sont ni durables ni facteurs d'égalité demandent davantage de sacrifices aux populations qui n'ont ni les ressources ni les capacités pour en affronter les conséquences.

**Des conditions économiques difficiles conjuguées à des inégalités sociales de longue date, des préjugés et discriminations, ainsi qu'à des éléments clés de la dynamique démographique, tels que les migrations,**

**l'urbanisation ou l'évolution des différentes pyramides des âges (où l'on trouve une proportion plus grande de jeunes dans certains cas et beaucoup de personnes âgées dans d'autres) déterminent qui seront les populations les plus durement touchées. Celles-ci comprennent les enfants, les femmes et les filles, les castes inférieures et opprimées et les groupes raciaux/ethniques, les autochtones ou les handicapés, les personnes vivant avec le VIH, les minorités sexuelles, les migrants et les travailleurs du sexe, ainsi que les veuves et les personnes âgées. Les modèles économiques actuels aggravent les inégalités économiques et sociales dont ces groupes sont victimes, tout comme les pasteurs, les petits cultivateurs et les commerçants du secteur informel. Ce sont eux qui doivent recevoir un appui pour renforcer leurs capacités. Il faut protéger, promouvoir et garantir leurs droits fondamentaux, tant économiques que sociaux, culturels, sexuels et génésiques.**

Nous exhortons le GHN à promouvoir une croissance et un développement humain inclusifs et durables, fondé sur une approche axée sur les droits de l'homme qui renforce la citoyenneté, la participation et l'autonomisation et garantit des emplois décents et une protection sociale universelle.

Nous lui demandons de se faire l'avocat de budgets favorables aux pauvres et sensibles à la dimension de genre pour le développement humain et les droits de l'homme, de plaider pour que les gouvernements et les agences bi- ou multilatérales **rendent des comptes** par le biais d'institutions efficaces et disposant de suffisamment de ressources pour effectuer le suivi et l'évaluation de façon participative et enfin, de promouvoir la mise en œuvre des conventions et protocoles relatifs aux droits des peuples.

Nous demandons au GHN :

- de se montrer favorable à une augmentation des ressources pour renforcer les **capacités** des populations par le biais d'un enseignement de qualité, de la formation et du développement des compétences, de l'accès au financement et à l'information, ainsi que des soins de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive, surtout pour les adolescents ;
- d'insister sur la collecte de **données ventilées par tranches d'âge et par sexe** pour renforcer la mise en œuvre des lois, politiques et programmes ;
- de veiller à un renforcement des **infrastructures et des technologies** pour améliorer la production, la communication et les échanges entre individus, leur donner un meilleur accès aux marchés et aux innovations, ainsi qu'à tous les services sociaux ;
- de veiller à ce que le problème croissant de la **violence faite aux femmes et aux filles**, notamment la violence sexuelle, soit pris en main et considéré comme prioritaire ;
- et, par le biais de politiques et programmes renforcés, de reconnaître le rôle central du **travail non rémunéré des femmes**, qui s'occupent d'autres qu'elles et appuient le développement humain.

### 3. Donner aux individus les moyens de devenir des acteurs du changement

Nous demandons au GHN de se préoccuper des besoins propres à certains groupes :

- causes de la pauvreté structurelle chez les **enfants** dans divers contextes : bonne gouvernance et responsabilisation concernant les droits et la protection de l'enfance ; permettre aux enfants de participer à la transformation économique avec des initiatives qui promeuvent une éducation de qualité pour filles et garçons, les soins de santé, la santé sexuelle, l'information, une alimentation adéquate et des services pour enfants, notamment ceux qui ont un handicap ou le VIH ; les mettre à l'abri de toutes les formes de violence et d'exploitation, y compris le mariage précoce et forcé ;
- réaliser le potentiel du dividende démographique avec des politiques globales pour la **jeunesse**, notamment : fournir aux jeunes une éducation plus longue et meilleure, leur donner un appui pour qu'ils obtiennent des emplois décents et bien payés, l'accès au financement et le savoir nécessaire pour devenir des entrepreneurs et des innovateurs, leur permettre à tous, et en particulier aux adolescents, d'avoir une éducation sexuelle complète et des services de santé sexuelle et génésique, donner aux filles les moyens et les ressources nécessaires pour empêcher les grossesses et la violence, et sensibiliser et former les garçons pour promouvoir l'égalité des sexes et prévenir la violence ;
- le calendrier de développement pour 2015 et au-delà repose dans sa totalité sur la réalisation de l'égalité des sexes, la protection des droits des **femmes**, y compris leurs droits sexuels et génésiques, et l'appui à leur l'autonomisation. Il doit inclure un objectif individuel renforcé sur l'égalité des sexes et le cadre tout entier doit comprendre un plus grand nombre de cibles et d'indicateurs sur le genre. Faute de quoi, tout ce qui a été acquis depuis 20 ans serait perdu ;
- encourager la participation pleine et égale des **handicapés** et des personnes âgées à tous les stades du processus économique, y compris la prise de décision, pour que le handicap soit vu comme un thème transversal qu'on retrouve dans tous les objectifs, avec notamment la collecte de données exactes et complètes, pour prévenir ou corriger les effets de la discrimination et de l'exclusion et pour garantir l'accès à des services afin qu'ils puissent réellement participer à la transformation économique et sociale ; accorder une attention particulière aux femmes et filles handicapées et aux besoins et droits des veuves ;

- donner un appui aux **agriculteurs et petits exploitants agricoles locaux** afin qu'ils puissent produire des aliments abordables pour tous, grâce à un meilleur accès au marketing, à la technologie et au crédit ; veiller à ce que les politiques agricoles et commerciales dans les pays à haut revenu ne desservent pas la production agricole des pays à moyen ou bas revenu ; empêcher que les agriculteurs locaux se voient usurper leurs terres et protéger leurs droits fonciers ; protéger la propriété intellectuelle des agriculteurs sur les semences et variétés locales ; renforcer les coopératives agricoles pour la production et le marketing ; s'occuper tout particulièrement des problèmes que les agricultrices rencontrent pour défendre leurs droits fonciers et accéder au crédit, à la technologie et à la main d'œuvre ; et traiter de toute urgence la question de l'atténuation de l'impact du changement climatique sur la production agricole ;
- réformer la législation du travail et les politiques en la matière afin de garantir le plein emploi et du travail décent pour tous et pour que tous les **travailleurs**, y compris handicapés, obtiennent un salaire décent ; appuyer la liberté d'association, les négociations collectives et le dialogue social en faveur d'emplois décents ; s'occuper de toute urgence du droit des travailleuses à un salaire égal, aux congés de maternité, à la garde d'enfants, à des conditions de travail décentes et sans danger, avec notamment des toilettes propres, des espaces privés pour l'allaitement, des pauses suffisantes, la prévention de pratiques comme les test de virginité et une protection contre la violence sur les lieux de travail ;
- les petits producteurs du **secteur informel** ont insisté sur le commerce équitable et demandé un appui pour accéder à la technologie, au crédit et au savoir.

Nous sommes persuadés que le calendrier de développement pour 2015 et au-delà doit s'appuyer sur une stratégie et une vision de la transformation socioéconomique fondées principalement sur la volonté de protéger et promouvoir les droits des populations à renforcer leurs capacités économiques afin de valoriser leur potentiel. Il doit aussi s'engager à les reconnaître comme des facteurs clés du développement.

Nous appelons le GHN à veiller à ce que le cadre du développement d'après 2015 prévoie une augmentation des ressources et de l'espace politique pour le développement humain et les droits de l'homme et crée des mesures incitatives, des institutions et des processus auxquels les individus et les organisations de la société civile pourront réellement participer pour formuler, mettre en œuvre et surveiller les tendances économiques et sociales, le financement, les politiques et programmes. C'est essentiel pour l'élaboration d'un calendrier de développement réellement inclusif et durable.